

Zeid Ra'ad Al Hussein : "le Burundi me rappelle l'ex-Yougoslavie"

PANA, 13 avril 2015 Le courage de la Société civile du Burundi salué par le Haut commissaire aux droits de l'Homme à Bujumbura, Burundi - Le Haut commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a salué lundi, le courage des Organisations de la Société civile locale qui ne désarment pas malgré des entraves diverses dans l'accomplissement de leur mission première de contrepoids aux abus liés à l'exercice du pouvoir. Une trentaine d'organisations de la société civile avait répondu présente à une rencontre avec le défenseur des droits humains premier plan dans les enceintes fortifiées de la mission électorale des Nations unies (MENUB), aux abords du Lac Tanganyika.

Les quelque intervenants de la société civile ont brossé devant le Haut commissaire onusien un tableau des plus sombres de la situation des droits de l'homme en cette période électorale tendue au Burundi. Le troisième mandat de toutes les controverses du président sortant est revenu dans pratiquement toutes les interventions. Les rumeurs et manipulations de toutes sortes qui vont avec l'identité d'un troisième mandat présidentiel, les violences verbales et physiques, les menaces de mort, les atteintes aux libertés publiques ou encore les exécutions extrajudiciaires sont autant d'autres faits qui ont été allégués par les intervenants à la rencontre. Le visiteur a encore pris note des plaintes sur la Constitution et l'armement de milices à la solde de partis politiques, l'impunité des crimes ou encore l'absence de neutralité des corps de défense et de sécurité en cette période électorale où la rue prend, de plus en plus, la place du dialogue politique nationale. Samedi dernier, plus de 10.000 personnes, un record jamais égalé de mémoire d'anciens, ont pris d'assaut les rues de Bujumbura pour réclamer au président sortant de se représenter à sa propre succession. Lundi, le représentant de l'action chrétienne pour l'abolition de la torture (ACAT), Armel Niyongere a pu parler pour demander la vigilance du haut commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme. "Nous allons bientôt descendre à notre tour dans la rue pour que le président de la République, lui-même, renonce à sa candidature", a-t-il déclaré les enchères. ACAT-Burundi fait partie des 1300 organisations de la société civile et des syndicats qui sont engagés dans une campagne dite "halte au troisième mandat". "Il est clair que le Burundi vit un moment crucial de son histoire et les prochaines semaines seront décisives pour le pays", a commenté à la suite des différentes interventions, le haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme. "La communauté internationale observe la situation de très près" et au sujet du troisième mandat controversé, « la décision doit être beaucoup plus politique que juridique », a-t-il répondu aux intervenants qui préconisaient de s'en remettre à l'arbitrage de la Cour constitutionnelle en cas de persistance des divergences de vue sur le sujet. "Il faut faire encore des efforts pour que la violence ne soit pas la réponse aux occupations des Burundais", a poursuivi l'intervenant. Le diplomate jordanien a exprimé à la fin un "coup de foudre pour le Burundi qu'il visitait pour la première fois et qui s'avère être un pays "extraordinaire avec de l'eau et de la verdure". "Chez-moi, nous sommes le quatrième pays du monde le plus pauvre en ce qui concerne les ressources en eau", a-t-il illustré son propos, en connaissance de cause. "Malheureusement, nous voyons, de plus en plus, que c'est dans les pays très beaux où il y a des conflits et le Burundi me rappelle l'ex-Yougoslavie où il m'est également donné de travailler au service de la paix", a-t-il conclu. Le haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme est arrivé, dimanche à Bujumbura, pour une mission de quatre jours au Burundi. Après la primeur qu'il a servie à la société civile, le Haut commissaire des Nations Unies doit encore rencontrer le président de la République Nkurunziza. L'agenda de sa visite prévoit encore des rencontres avec le ministre des Relations extérieures et de la Coopération internationale et celui en charge des droits de l'homme au Burundi. M. Al Hussein rencontrera également le Secrétaire exécutif de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), le Bureau de la commission pour la vérité et réconciliation (CVR), le président de l'Assemblée nationale, le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), le président de la commission nationale indépendante des droits de l'homme (CNIDH), les représentants des partis politiques et ceux du corps diplomatique accrédités au Burundi. On rappelle qu'un Bureau permanent du haut-commissaire aux droits de l'homme au Burundi a été mis en place, le 1er janvier. Le nouveau Bureau a hérité du travail de surveillance, de reportage, ainsi que des activités de coopération technique dont s'occupait la section des droits de l'homme et de justice qui était intégrée au Bureau des Nations Unies au Burundi (BNUB), dont le mandat a pris fin en décembre 2014.